

Chers lecteurs, chères lectrices,

Dans cette édition du mois de décembre 2007 et de janvier 2008, vous aurez l'occasion de lire, à la **page 4**, un compte rendu de **Jérôme Guy** sur son escapade à Victoria en Colombie-Britannique. Ce dernier a eu la chance de faire une incursion dans le monde de l'économie sociale.

François Décarry-Gilardeau (p. 6) poursuit, quant à lui, ses articles sur l'agriculture au Québec en se questionnant sur l'avenir de ce secteur d'activité.

Finalement, à la **page 10**, **Julien Boucher** s'interroge sur l'achat local et les répercussions d'une telle action sur l'économie bien sûr, mais aussi sur la communauté.

Bonne lecture à tous et à toutes!

O e c o n o m i a H u m a n a

décembre 2007 et janvier 2008

Éditorial, Julien Boucher, rédacteur en chef

Boucher.julien@uqam.ca

Sur la route des paysans...

C'est dans l'air déjà depuis quelques semaines. L'hiver arrive sur la province de Québec et, comme à chaque année, nos douces habitudes automnales ne feront pas long feu face au ballet des déneigeuses. Évidemment, le mois de décembre apportera son lot d'inconvénients avec le pelletage, la poudrière, le pelletage, la slush, le pelletage, le manque de soleil et bien entendu le pelletage mais il est important de garder le moral! L'hiver ne se résume définitivement pas au manquement du grattoir. La saison de ski s'annonce en effet aussi belle que précoce et les patinoires vont très rapidement faire le plein. Nous subissons tous naturellement une petite baisse de moral durant les quatre interminables mois à venir alors il importe de profiter dès maintenant des activités de plein air.

Pour celles et ceux qui, malgré tout, ne parviendraient pas à se consoler des beaux jours, il y a quand même matière à se réjouir. Fini, les repas frais et frugaux de la canicule estivale. Le temps n'est plus aux frugivores. Si les hirondelles annoncent le printemps, les gros mangeurs eux, arrivent en hiver. L'automne nous en avait déjà donné un avant-goût, mais la période des fêtes aidant, cette fois nous y sommes pour de bon : il est temps de dépoussiérer nos machines à raclette et autres appareils à fondue.

Afin de satisfaire nos irrépressibles envies hivernales de fromage fondu, la solution la plus commode, tout du moins pour un métropolitain, reste encore l'épicerie. Il suffit

de se rendre dans une enseigne de la grande distribution, par exemple IGA, pour se procurer tout ce dont on a besoin et plus encore. Avec un peu de chance, l'épicerie sera accompagnée d'une SAQ. En à peine une heure, l'affaire est dans le sac... en plastique évidemment, puisque les sacs réutilisables ont été oubliés sur le portemanteau pour la n^{ième} fois.

Pratique et rapide donc, mais tout de même un peu dispendieux d'après une petite simulation¹ : pour une tablée de 4 personnes il faudra compter entre 60 et 80 dollars hors taxes suivant les préférences et/ou les moyens à disposition. Le fromage à lui seul représente la coquette somme de 20 dollars (4.99 dollars la portion individuelle, tranchée, emballée, pesée). Quant aux viandes et charcuteries, il y en a pour tous les goûts et toute les bourses : les 700 grammes de viandes de grison frôleront les 50 dollars en spécial (quand même) tandis que le salami reste plus abordable (4.93 dollars les 200 grammes). Ajouter à tout cela les pommes de terre et les champignons et le compte est bon!

Une raclette sans vin, c'est très triste mais c'est aussi dommageable pour la digestion paraît-il. Un détour par la SAQ s'impose de lui-même : ayant craqué sur la viande de grison, il faut maintenant être plus raisonnable et le choix s'arrête donc sagement sur deux bouteilles de vin blanc à 12.35 dollars l'unité. Au final, le coût d'une telle épicerie se situerait donc dans une fourchette large de 70 à 100 dollars.

Mais pour les amateurs de bonnes chairs, il existe une autre option moins rapide certes, mais aussi moins dispendieuse et tellement plus enrichissante. C'est le choix que nous avons finalement retenu pour notre souper entre amis et cette fois ce n'est pas de la simulation.

Le circuit du paysan² en Montérégie permet de se procurer des produits du terroir d'une tout autre qualité auprès de petits producteurs locaux. Bien entendu, il faut faire l'effort de sortir de l'île de Montréal mais regardons la vérité en face, dans cette situation, le souper n'est finalement qu'une bonne excuse pour aller voir ce qui se passe de l'autre côté du pont Champlain. Si l'accès est possible en vélo, il est clair que, par les temps qui courent, la voiture est plus qu'une option. Il ne faudra pas compter ses heures non plus, les producteurs et artisans aiment faire découvrir leurs produits et leur façon de vivre. Mais soyez en sûr, le jeu en vaut la chandelle. D'un point de vue purement financier d'abord, les économies sont non-négligeables par rapport à notre simulation. La facture se décompose comme suit : 15 dollars pour la fromagerie Fritz Kaiser³, 18 dollars pour la charcuterie Frick⁴ (en comptant la viande de grison), et 25 dollars pour le vignoble le Royer Saint-Pierre⁵ (pour deux bouteilles de vins blancs). Ce qui donne au total, si mes comptes sont exacts, *58 dollars*. Soyons honnêtes, il convient de rajouter 10 dollars d'essence pour le trajet. Ainsi, notre épicerie en Montérégie s'avère dans tous les cas moins chère que notre épicerie à Montréal, l'absence d'intermédiaire sans aucun doute.

C'est ce dernier point qui fait toute la différence : l'échange direct avec le producteur revêt une importance capitale pour les deux parties en présence et confère au produit une valeur ajoutée devenue étrangement inédite : l'authenticité. Côté consommateur, il s'agit bien évidemment de reprendre un contact direct avec ce que nous mangeons et buvons. La facilité que nous procurent nos lieux habituels de consommation est certes bien pratique mais elle dépersonnalise totalement les produits achetés, incidemment les gens qui les produisent. Le prix devient alors généralement le seul facteur pris en compte par le consommateur⁶ : la qualité en pâtit, la standardisation progresse et la pression financière sur des fournis-

seurs totalement dépendants devient souvent insupportable. Dans ce contexte, seul les plus grosses exploitations tirent leurs épingles du jeu.

Un projet tel que celui du circuit du paysan, initié par le Comité de Développement Local du Haut-Saint-Laurent⁷, découle d'un constat très simple : puisque la situation n'est pas profitable lorsque le produit va au consommateur, alors il faut que le consommateur aille au produit. Simple mais efficace. Le projet est en effet un véritable succès qu'il importe pourtant de pondérer, les conditions initiales ayant été très favorables. Outre la proximité d'un grand centre urbain, la région dispose d'un produit phare sans équivalent : les pommeraies et cidreries des cantons du Nord-Ouest! Ajoutez à cela quelques vignobles, et voilà un noyau dur idéal autour duquel de nombreuses autres petites entreprises ont pu se greffer. Les boucheries, charcuteries, auberges, fromageries, antiquaires et autres artisans forment maintenant un tout à la fois complémentaire et diversifié qu'il faut absolument découvrir si ce n'est déjà fait.

Mais ne rêvons pas, une telle escapade montérégienne ne sera jamais plus qu'une activité récréative de fin de semaine pour les habitants du grand Montréal. La vie quotidienne en ville laisse en effet très peu d'occasion de se passer des enseignes de grande distribution. Pour preuve, de retour de notre tour du circuit du paysan, il nous a fallu nous arrêter à l'épicerie : trop occupés à nous extasier devant la qualité des produits et l'accueil des producteurs, nous en avons oubliés le maraîcher, et donc les pommes de terre...Le constat est rude : même avec les meilleures intentions du monde, on se fait toujours rattrapés par ce vieux démon nommé grande distribution...

¹ Les prix ont été obtenus sur les sites : http://magasin.iga.net/index_fr.html et <http://www.saq.com/>

² <http://www.circuitdupaysan.com/>

³ 459, 4e Concession, Noyan, (450) 294-2207

⁴ 69, rue de l'Église nord, Lacolle, (450) 246-3076

⁵ 182, route 221, Napierville, (450) 245-0208

⁶ À l'exception notable de quelques produits occupant une niche économique bien particulière tels les produits équitables et les produits biologiques.

⁷ <http://www.cldhsl.ca/>



**JOYEUX NOËL ET BONNE ANNÉE 2008
À TOUS NOS LECTEURS!**

L'ÉQUIPE DE LA RÉDACTION

Suggestion de lecture

Les Presses internationales Polytechnique ont lancé, le 28 novembre, l'ouvrage *Vous avez dit développement durable?*, de Corinne Gendron, titulaire de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, rattachée à l'École des sciences de la gestion (ESG UQAM). L'événement a eu lieu à l'issue de la conférence Entreprise et développement durable – Des outils pour agir organisée par Unisféra.

Bien que l'expression développement durable soit largement utilisée dans les médias et les milieux politiques, économiques et sociaux, elle donne lieu à de multiples interprétations et suscite de nombreux débats quant aux implications de sa mise en œuvre. Dans un style concis et direct, *Vous avez dit développement durable?* offre un exposé structuré des débats entourant la définition du concept en utilisant, à l'appui, de nombreux exemples tirés de l'actualité. Évitant les pièges du simplisme et de la caricature, l'ouvrage fournit au lecteur une perspective nuancée lui permettant de saisir toute la complexité des défis que pose à nos sociétés la problématique environnementale, et de porter un regard critique sur les fausses solutions faciles.

D'abord destiné aux décideurs des domaines économique et politique, ce livre intéressera aussi tous ceux qui, préoccupés par la problématique environnementale, veulent y prendre part de façon éclairée. L'ouvrage propose des clefs pour comprendre comment nos sociétés tentent de la prendre en charge, et éventuellement, participer à l'effort collectif.



Sur la route de l'économie sociale à Victoria

Par Jérôme Guy, candidat à la maîtrise en administration des affaires (UQÀM) et collaborateur à la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

En octobre dernier, s'est tenue à Victoria, en Colombie Britannique, la conférence internationale du CIRIEC¹ sur l'économie sociale. Il s'agissait d'un événement scientifique réunissant praticiens et chercheurs du très vaste domaine de l'économie sociale. Les conférenciers provenaient des cinq continents. Afin d'illustrer concrètement les réalisations locales en la matière, les organisateurs avaient concocté une visite des principales entreprises d'économie sociale de l'arrondissement de Victoria. Cette expédition fut très enrichissante et j'ai eu envie de partager avec vous mes découvertes.

Au matin du 22 octobre, nous nous sommes rendus en autobus à Fernwood, un quartier populaire de Victoria. Nous avons été accueillis par la directrice de Fernwood Neighbourhood Resource Group, Roberta Martell. Cet organisme, géré par les résidents de Fernwood, a pour mission de revitaliser le quartier. Les programmes offerts par l'organisme sont très variés allant du support aux femmes enceintes, aux mères et aux aînés jusqu'à l'organisation de fêtes de quartier. L'entreprise est également active dans l'immobilier puisqu'elle possède trois immeubles. Son action dans ce domaine a pour objectif la revitalisation et l'éducation. Au cœur de sa présentation, la directrice nous a amené dans un immeuble récemment acheté par l'organisation et nous a expliqué la façon dont les gens du quartier, par leur bénévolat, ont contribué à sa rénovation. L'immeuble abrite aujourd'hui un café, autonome financièrement. En plus de sa mission sociale, l'organisme s'implique d'un point de vue environnemental. Par exemple, un système de chauffage par thermopompe a été installé dans un des trois immeubles appartenant à Fernwood Neighbourhood Resource Group. Cela a permis de réduire notablement la consommation d'énergie. Ensuite, un effort conséquent a été consenti afin de gérer au mieux les matières résiduelles selon le principe des 3 R : réduire, réutiliser et recycler. Mais c'est avant tout par l'éducation que les dirigeants de l'organisme croient pouvoir faire une différence, ils veulent servir de modèle et exporter leurs façons de faire à d'autres entreprises.

Après cette visite, et une petite demi-heure d'autobus vers l'extérieur de Victoria, nous nous sommes arrêtés dans un lieu nommé « Our Ecovillage ». Quelques pas aurons alors suffit pour nous rendre

dans un petit bâtiment ressemblant à un Tipi. À l'intérieur, nous avons été accueillis par une habitante de l'écovillage qui nous a proposé de prendre une tisane à base de plantes cultivées par la communauté. L'atmosphère n'était pas sans rappeler l'époque des hippies, d'ailleurs la représentante nous a appris avoir été élevée dans une commune. Malgré les apparences, l'ambitieux projet qui nous a été présenté, est beaucoup plus terre à terre que ce que proposait les communes, son but n'étant pas de se replier sur soi pour vivre en autarcie, mais plutôt d'explorer de nouvelles avenues et d'agir comme un laboratoire pour la société, en vu des défis écologiques qui sont à venir. L'idée est de mélanger modernité et tradition pour trouver une solution gagnante. Pour le moment, les villageois cultivent la terre, élèvent des animaux, accueil des visiteurs et exploitent un *bed and breakfast* écologique. Mais ce n'est qu'un début, car ils ont de nombreux projets en attente comme la construction d'une quarantaine de maisons écologiques. Il est étonnant de voir toutes les innovations utilisées dans ce projet. Notamment, la construction d'un atelier d'art à haute-efficacité énergétique à base de paille et d'argile, le tout ressemblant à s'y méprendre une maison de schtroumpf, ou encore l'utilisation d'huile de friteuses pour faire fonctionner la machinerie agricole et les automobiles ainsi que le compostage des résidus de toilettes. Dans le domaine légale, les villageois travaillent avec le gouvernement de la Colombie Britannique pour développer une forme juridique de coopératives répondant mieux à leurs besoins. Cette formule recherchée semble s'apparenter à ce qu'on appelle au Québec la coopérative de solidarité. Enfin, l'écovillage a été retenu comme attrait touristique officiel des jeux olympiques d'hiver de 2010. Ceci laisse entrevoir beaucoup de visiteurs pour le petit village, des retombées intéressantes, mais également des impacts écologiques à gérer.

L'autobus nous a menés pour la troisième étape de notre voyage à Providence Farm située en périphérie de Victoria. Cette organisation fondée il y a 28 ans est la plus mature des trois entreprises visitées. Il s'agit d'une organisation ayant pour mission d'intégrer certaines clientèles au travail comme les déficients intellectuels et physiques ainsi que les accidentés de la route et du travail. L'organisation occupe un ancien couvent, grande bâtisse d'époque située à l'intérieur d'un domaine de 400 acres, elle emploie quatorze personnes et reçoit chaque semaine environ 120 participants. Dans le domaine, l'organisation exploite une

ferme biologique, des jardins, des serres, un atelier de mécanique, un service de traiteur et un magasin. En plus, à différentes occasions, des ateliers de formation pour construire des structures de bois sont offerts. Ces nombreuses activités offrent plusieurs opportunités de réhabilitation pour les participants et ce, dans un atmosphère champêtre pour le moins très agréables.

Dans un premier temps, cette visite m'a permis de saisir le potentiel que revêtent les entreprises d'économie sociale pour aboutir au développement durable. En effet, les trois entreprises reconnaissent tous qu'il est impératif de préserver l'environnement et elles s'en préoccupent dans leurs opérations de tous les jours. Ensuite, les organisations ont toutes une mission sociale propre qui représente leur finalité. Enfin, les organisations doivent gérer des ressources et trouver des sources de financement, elles utilisent l'économie comme un moyen plutôt qu'une fin. On peut donc dire que les entreprises visitées se préoccupent presque naturellement des trois volets du développement durable. Dans un deuxième temps, j'ai noté que l'implication de la communauté est essentielle à l'aboutissement de toutes ces réalisations. À défaut de posséder un capital

monétaire important, les organisations comblent ce vide à l'aide de leur capital social. Troisièmement, j'ai observé que les entreprises d'économie sociale étaient des terres propices à l'innovation, non seulement dans le cas très flagrant de l'éco-village, mais également dans les façons de faire de tous les jours, par exemple, de nouveaux programmes ou de nouvelles formes de financement sont constamment pensés et développés. Finalement, ces entreprises peuvent se targuer d'être basées sur une gouvernance démocratique, malheureusement le thème a été négligé par nos hôtes. Il serait donc intéressant pour une prochaine visite de creuser plus loin cette question cruciale dès lors qu'on aborde le thème du développement en général et du développement durable en particulier.

¹ Centre Interdisciplinaire de recherche et d'Information sur les Entreprises Collectives.

Pour plus de renseignements :

www.ulg.ac.be/ciriec
www.ourecovillage.org
www.providence.bc.ca
www.fernwoodneighbourhood.ca

Le site Internet du mois



Le Centre de Ressources est une organisation internationale indépendante, à but non lucratif, qui travaille en collaboration avec les sections d'Amnesty International et les institutions universitaires de haut niveau. L'objectif de leur site Web est de promouvoir une plus grande prise de conscience et une discussion sur les problèmes importants qui se rapportent à l'entreprise et aux droits de l'homme. D'ailleurs, ce site internet est mis à jour toutes les heures! Il reçoit plus de 1,5 million de requêtes par mois (plus de 47 000 visiteurs) du monde entier.

La bibliothèque en ligne du Centre de Ressources sur les Entreprises & les Droits de l'Homme couvre plus de : 3000 entreprises, 160 pays et 150 thèmes. Le site est composé de liens vers un large éventail de matériel publié par des entreprises, des organisations non gouvernementales, des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des journalistes, des universitaires, etc. Il inclut des rapports de mauvaise conduite ainsi que des exemples positifs de « meilleures pratiques » par les entreprises.

Bref, ce site internet est un outil indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à la responsabilité sociale de l'entreprise. Bonne navigation! <http://www.business-humanrights.org>

Quel futur pour l'agroalimentaire au Québec?

Par François Décary-Gilardeau, candidat à la maîtrise en sciences de l'environnement (UQÀM) et assistant de recherche à la CRSDD

La libéralisation des marchés, combinée à la concentration de plus en plus marquée de certains maillons stratégiques de l'agriculture et de l'agroalimentaire, ont des conséquences très visibles pour les consommateurs-citoyens. Une simple visite à l'épicerie nous permet de constater notre très grande dépendance vis-à-vis des marchés internationaux par rapport à la consommation alimentaire. Ainsi, même la part du marché québécois des produits agricoles périssables échappe de plus en plus aux producteurs nationaux. Aujourd'hui, l'importation comble 45 % des besoins alimentaires des Québécois, ce qui représente une valeur de 3,5 milliards de dollars¹. Longtemps considérée comme un secteur stratégique par les États, aujourd'hui l'agriculture tend aussi à suivre une logique de plus en plus marchande.

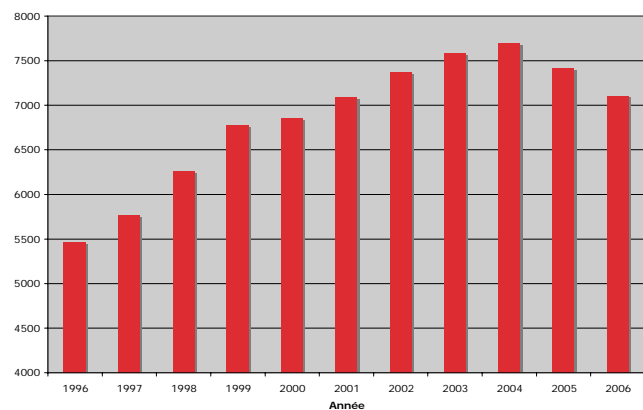
À terme, ce constat aura comme conséquence un affaiblissement inévitable de la production agricole au Québec. En effet, contrairement aux marchés locaux, l'accès aux marchés internationaux repose sur des critères principalement économiques² où, somme toute, le Québec ne possède que peu d'avantages comparatifs. En effet, certains pays profitent de très faibles coûts de production attribuable principalement à une main d'œuvre bon marché³, à des conditions géographiques et climatiques avantageuses⁴, mais aussi à la quasi-absence de contraintes environnementales, sociales et même phytosanitaires. Conjugués à la récente remontée du dollar canadien, les produits québécois visant les marchés d'exportation font face à des défis structurels importants tels qu'illustrés dans le cas de la filière porcine.

La crise porcine

La situation porcine est aujourd'hui très délicate pour le Québec. Déjà très fragile, la hausse subite du dollar canadien face à son homologue américain aura des effets significatifs sur la capacité des producteurs à maintenir leurs activités. Comme le mentionnait Jean-Guy Vincent président de la fédération des producteurs de porc du Québec : « c'est clair que plusieurs [producteurs porcins] vont laisser la production, un producteur sur quatre ne rembourse plus son hypothèque, un sur trois n'arrive plus à payer pour la moulée »⁵. Après plus d'une décennie de croissance soutenue, la production porcine a plafonné en 2004 et avois-

nait en 2006 quelque sept millions de têtes (figure 1)⁶. Ainsi, le paysage de l'industrie porcine au Québec a considérablement évolué au cours des dix dernières années, le nombre de fermes sur cette même période est passé de 3 040 à 2490 alors que la taille moyenne de celles-ci est passée de 1133 porcs par fermes à 1635, soit près du double de la taille moyenne des fermes Ontariennes qui s'établit à 896 porcs par fermes⁷. La situation est telle que même les différents filets de sécurité⁸ mis en place par les gouvernements n'arrivent plus à maintenir les producteurs porcins dans la rentabilité, en plus d'imposer une charge financière importante pour l'État. Selon Éric Grenon, chercheur associé à l'Institut Économique de Montréal, les subventions versées aux producteurs porcins pour l'année 2006 s'élèveraient à plus de 200 millions⁹, alors que le taux de change annuel moyen pour cette année n'était que de 0,882 US\$. Force est de constater que l'avenir de l'industrie porcine telle que nous la connaissons est plus qu'incertain et pose de nombreux défis¹⁰.

Figure 1 : Porcs mis en marché au Québec



Pour bien comprendre la situation actuelle, un retour dans le temps est nécessaire. Un événement marquant pour l'industrie porcine est le « Sommet des décideurs » s'étant tenu à Saint-Hyacinthe en 1998 en compagnie du Premier ministre Lucien Bouchard. C'est presque unanimement que les participants du sommet se dotent d'une mission de « conquête des marchés » qui

visé à doubler la valeur des exportations agroalimentaires. C'est l'industrie porcine qui jouera un rôle de *leadership* dans ce virage vers les marchés d'exportation, certes avec des résultats économiques intéressants à court terme, mais ayant, à moyen terme, les impacts négatifs que nous connaissons et cela à tous les niveaux (sociaux, environnementaux et économiques).

Quelles leçons en tirer ?

Ainsi, il importe de tirer quelques leçons du douloureux épisode porcin qui sévit actuellement. En premier lieu, il faut cesser de voir l'agriculture comme une activité économique comme les autres. En effet, l'agriculture répond au besoin fondamental de se nourrir et la qualité de la production a des incidences directes sur la santé et la qualité de vie présentes et futures des Québécois. De plus, les agriculteurs sont plus que de simples entrepreneurs, ils sont aussi gestionnaires d'une grande partie de notre territoire habité notamment une grande partie des ressources en eau et le sol. Ils vivent en effet une double relation étant, d'une part, tributaires mais aussi responsables de ces ressources. Ainsi, les grandes politiques publiques et les chantiers qui marqueront les prochaines années devront prendre en compte les différentes fonctions sociales, environnementales et économiques de l'agriculture dans une optique de développement durable.

Quoi que la situation soit pénible, un regard historique sur l'agriculture québécoise nous donne quelques raisons d'être optimistes. En effet, ce secteur d'activité est une force vive au Québec et a démontré sa capacité d'adaptation à de nombreuses reprises. Par exemple sous l'impulsion de la politique québécoise en agriculture du Parti québécois, défini dans *Nourrir le Québec*, le degré d'auto approvisionnement s'est accru de 27 % en huit ans (1977-1985), ce qui a permis aux producteurs de se rapprocher le marché local. Autre exemple que nous avons abordé plus haut, il n'aura fallu que sept ans pour doubler la valeur des exportations québécoises (1998-2005). Cela démontre que collectivement, il est possible d'orienter le secteur agricole vers des objectifs définis et partagés par les acteurs de ce milieu, la question qui s'impose alors réside dans le modèle que l'on souhaite valoriser pour l'avenir du Québec et, comment y arriver.

Rapprocher les acteurs et les consommateurs

Le 6 novembre dernier avait lieu à Portneuf le 1^{er} sommet de l'agroalimentaire de Portneuf. Regroupant plus d'une centaine d'intervenants gravitant autour de l'agroalimentaire (agriculteurs, distributeurs, transformateurs, restaurateurs), ce sommet visait à renforcer les liens entre ceux-ci et à identifier des pistes pour renforcer ce secteur dans le

comté de Portneuf. Cette journée très inspirante a permis de soulever quelques enjeux et opportunités du secteur agroalimentaire portneuvois, mais il est surtout très intéressant de constater que plusieurs de ces enjeux se retrouvent à plus l'échelle de la province.

Le premier enjeu, et certainement le plus consensuel, est celui de favoriser les circuits courts de consommation. Les avantages de ces derniers sont nombreux, on parle entre autres de bénéfices environnementaux découlant d'un plus faible transport, mais aussi de création de valeurs ajoutées par la transformation, donc de la dynamisation du territoire. De la semence aux consommateurs, il importe de faciliter l'accès des produits portneuvois. Cela appelle nécessairement à un étiquetage facilement reconnaissable, mais aussi à une transformation régionale tout comme à l'accès pour les intermédiaires aux produits du comté. Ainsi, il faut renforcer le logo « Signé Portneuf » et lui donner une meilleure visibilité. Parallèlement, malgré de grands efforts d'Aliment du Québec pour mieux identifier les produits québécois, il demeure encore aujourd'hui très difficile d'acheter localement. En effet, selon une étude de la Chaire Bombardier de gestion de la marque de l'Université de Sherbrooke, 71 % des consommateurs estiment qu'il est présentement difficile de repérer en magasin les produits alimentaires du Québec. Pourtant, 64 % des personnes interrogées se disent prêtes à payer plus cher pour ces mêmes produits, toujours selon cette étude. Ainsi, il y a une opportunité à saisir, cependant pour obtenir des résultats probants, il faudra allouer des fonds suffisants. Selon l'organisme Aliment du Québec, le gouvernement de l'Ontario aurait investi près de 75 millions de dollars sur 20 ans alors qu'au Québec on parle plutôt d'un peu plus de quatre millions¹¹.

L'importance de maintenir des entreprises de transformation est aussi centrale à un accès plus court aux produits de Portneuf. Un petit groupe de producteur de Portneuf est en train d'élaborer un projet coopératif de centre de découpe pour différentes viandes. La deuxième et la troisième transformation de la même façon doivent rester accessibles aux producteurs, s'ils souhaitent se rapprocher des consommateurs. Immanquablement, on note deux logiques qui s'affrontent : d'une part des petits centres de transformation flexibles et accessibles pour les producteurs et de l'autre, quatre grands distributeurs qui occupent environ 90 % du marché du détail au Québec (Sobeys, Métro, Costco et Loblaw's). Ces derniers suivant des logiques d'économie d'é-

chelle, d'uniformisation de l'offre et de la présentation, offrent peu de souplesse aux produits locaux, saisonniers ou irréguliers, alors que le propre même de l'agriculture est de suivre des cycles naturels. Cette question illustre de façon concrète ce que Zaccai appelle l'interaction entre les sphères de production artificielle et naturelle, la première étendant son emprise sur la seconde¹². Dans une perspective de développement durable, il faut questionner cette relation.

Finalement, il a été mentionné l'importance de faciliter l'accès des produits locaux et le renforcement de l'identité portneuvoise. Souvent la question du regroupement de l'offre est associée à cette question, dans le but évident d'offrir un approvisionnement stable et constant. Non sans intérêt, l'idée de regrouper la demande a aussi été soulevée. Ainsi, les différents consommateurs (restaurants, traiteurs, transformateurs) d'une façon complémentaire pourraient demander une plus grande variété de produits de la part des producteurs. Par exemple dans le cas de la boucherie, trop souvent les producteurs ne peuvent répondre à la demande puisque celle-ci est très spécifique et nécessiterait d'abattre un grand nombre de bétail pour en tirer un nombre limité de pièces¹³. Ainsi, on assisterait à un renversement, où les acheteurs s'adapteraient à la capacité de production des agriculteurs.

Conclusion

L'agriculture québécoise fait face à de nombreux défis lesquels sont à peine soulevés dans le présent article, la simple mise en place de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Québec illustre bien cet état de crise qui implique et a des répercussions sur la société québécoise dans son ensemble. Les orientations, principalement économiques et visant l'exportation, qui ont marqué la dernière décennie ne doivent pas se faire au détriment de la souveraineté et de la sécurité alimentaire du Québec, quoique l'exportation soient souvent nécessaires et complémentaires au développement de l'agriculture. Il va sans dire que les marchés d'exportation, notamment les marchés des ressources naturelles, sont volatiles et instables. De leurs côtés les circuits courts de consommation sont plus stables et permettent à terme une plus grande valeur ajoutée en région. En fait, les exportations doivent être appuyé sur une demande intérieure forte, représentative à sa manière des demandes et des limites du marché.

De plus, il importe d'orienter l'agriculture vers des modèles de développement durable qui permettent une complémentarité d'activité économique ayant ou non pour base l'agriculture. Après une période de marasme et de dévitalisation chronique, les régions sont en train de se reprendre en main, pous-

sé par l'entreprenariat d'une nouvelle génération qui s'y installe de plus en plus¹⁴. De concertation avec les agriculteurs, ces entrepreneurs sont les plus aptes pour identifier leurs besoins et le type d'agriculture qu'il souhaite, en fonction des demandes de la population. Ainsi, ils pourront développer leur propre marché et ajouter de la valeur aux produits locaux. Dans cette optique, les grandes orientations publiques en matière d'agriculture devront donc éviter, dans la mesure du possible, d'imposer des orientations externes mais plutôt encourager de nouvelles initiatives adaptées aux besoins locaux s'appuyant sur ses propres ressources. L'exemple de Portneuf démontre bien le dynamisme des régions et leurs capacités à se mobiliser pour y faire face.

¹ On observe une forte croissance de l'importation interprovinciale et internationale au Québec. Entre 2002 et 2005, la valeur des importations a progressé de 17 %. Voir Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Québec. 2006. *Agriculture et agroalimentaire : Choisir l'avenir* [en ligne] http://www.caaaq.gouv.qc.ca/userfiles/File/Doc_consultation_CAAAQ.pdf (consulté le 20 novembre 2007), p. 24.

² Il faut noter l'émergence de nouveaux marchés portés par les nouveaux mouvements économiques sociaux tels que les marchés de produits biologiques, équitables ou sans organismes génétiquement modifiés (OGM) qui intègrent, dans différentes mesures, des critères sociaux et environnementaux. Cependant, le Québec, loin de se démarquer sur ces marchés, n'a toujours pas de système d'étiquetage obligatoire des OGM et ne parvient même pas à combler sa propre demande en produit biologique.

³ Dans certains cas extrême on parle même d'un nouvel esclavage ou d'un « esclavage légitimé », bien que les cas de l'Amérique latine soient plus connus et médiatisés, la situation prévaut aussi dans certains pays du Sud de l'Afrique et de l'Afrique subsaharienne. Voir entre autre IRIN. 2007. *Zimbabwe : Esclavage légitimé* [en ligne] <http://www.irinnews.org/fr/ReportFrench.aspx?ReportId=72851> (consulté le 20 novembre 2007)

⁴ Dans certaines régions du Brésil, il est possible d'obtenir jusqu'à trois récoltes annuellement

⁵ Propos recueilli par Yvon Laprade. 2007. « L'industrie du porc est en pleine crise » *Le Journal de Montréal*, Jeudi 22 novembre, p.37.

⁶ Adapté de Conseil Canadien du Porc. 2007. *Statistiques sur l'industrie et revue du marché : Description des fermes porcines canadiennes* [en ligne] <http://www.cpc-ccp.com/industry/statistics-farms.html> (consulté le 23 novembre 2007).

⁷ *Ibid.*

⁸ Le principal de ces filets de sécurité consiste à l'Assurance Stabilisation du Revenu Agricole (ASRA) provenant de sources gouvernementales (2/3) et des producteurs (1/3). L'ASRA offre une protection contre les risques du marché et est principalement critiquée pour son utilisation récurrente, son incitation à surproduire et générerait de la déperdition (une grande part de l'aide est transférée à des bénéficiaires non visés par le soutien – i.e. fournisseur d'intrant.

⁹ Eric Grenon. 2007. *Le programme d'assurance stabilisation et la crise porcine*. [en ligne] http://www.iedm.org/uploaded/pdf/mars07_fr.pdf (consulté le 19 novembre 2007)

¹⁰ Pour être plus exhaustif, il faudrait aussi mentionner les difficultés et les coûts liés à l'abattage, mais aussi la forte compétition américaine qui fait chuter les prix en raison de surplus de production.

¹¹ Conseil de promotion de l'agroalimentaire Québécois. 2007. « Aliments du Québec : Sceau d'authenticité de provenance des produits agroalimentaire du Québec ». Mémoire présenté à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Québec. 21 juin 2007 à Montréal.

¹² Edwin Zaccai. 2002. *Le développement durable : Dynamique et constitution d'un projet*. PIE – Peter Lang : Bruxelles. 357 pages.

¹³ Par exemple un restaurateur mentionnait qu'il recherchait beaucoup de médaillons et de faux filet pour son menu, alors qu'un autre nécessitait plutôt de la viande hachée.

¹⁴ Par exemple, pour la première fois depuis des années, la Gaspésie présente un solde migratoire positif.

Des nouvelles de la CRSDD

FÉLICITATIONS à notre collaboratrice **Valérie Demers** qui a été embauchée comme chargée de projet en développement durable chez **Cascades!**



La Chaire de responsabilité sociale et de développement durable participera au regroupement sectoriel *milieu universitaire* dans le cadre des travaux du **Sommet sur l'avenir du secteur forestier québécois**. L'évènement aura lieu du 10 au 13 décembre 2007 au Loews Le Concorde de Québec.

Les objectifs de ce sommet sont les suivants :

- Confirmer la vision du développement forestier que le Québec souhaite réaliser;
- Débattre des opportunités à saisir et des obstacles à surmonter pour relever les défis du secteur;
- Dégager des consensus sur des actions concrètes et innovatrices à mettre en place à court, moyen et long termes en veillant à maintenir un juste équilibre entre la protection de l'environnement (milieu de vie), le développement social (mode de vie) et la croissance économique (niveau de vie) de façon à assurer un développement durable (qualité de vie);
- Favoriser un climat de confiance et de collaboration entre les intervenants de façon à assurer un contexte propice au développement durable;
- Susciter le développement de partenariats pour la mise en œuvre des actions identifiées;
- Convenir de pistes de solution à explorer pour les éléments sur lesquels persisteront des divergences;
- Mettre en place des processus de suivi afin de poursuivre la concrétisation des solutions identifiées par le Sommet.



Pour dix sous de plus...

Par Julien Boucher, rédacteur en chef et
candidat à la maîtrise en sciences de l'environnement (UQAM)

La recherche des « spéciaux » et autres bonnes affaires est une quête qu'affectionnent particulièrement les consommateurs lors de leurs visites hebdomadaires à l'épicerie. Armé d'une simple circulaire et d'un soupçon de patience, il devient facile de faire quelques menues économies sur certains produits de base : on se laisse aller sans vergognes en se disant que le distributeur compense largement grâce aux autres produits. La situation est pourtant moins claire qu'il n'y paraît. La majeure partie de ces rabais a en effet été initialement consentie par les fournisseurs à ces mêmes distributeurs. Plus globalement, la position des producteurs agricoles le long de la filière agroalimentaire s'est considérablement détériorée ces dernières décennies. Au Québec tout particulièrement, les chiffres concernant la distribution du revenu le long de la filière alimentaire sont éloquentes : de 1970 à 2000, les producteurs agricoles ont vu leur part baisser de moitié (de 50 à 25%) tandis que la part des enseignes de distribution passait de 15 à 60%¹.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les agriculteurs québécois, peu concurrentiels sur le marché mondialisé, peinent à garder la tête hors de l'eau. Leur salut repose en grande partie sur quelques subventions gouvernementales et sur les contrats passés avec la grande distribution, lesquels, pour les producteurs les plus chanceux et les plus importants, leur permettront de rentrer dans leurs coûts de production. Pour les autres, des petites exploitations familiales pour la plupart, il s'agira de s'adapter en occupant un autre secteur (voir notre article Sur la route des paysans, en éditorial) ou de disparaître purement et simplement en laissant le champ libre aux produits importés moins chers. Dans ce contexte, l'acte de consommation revêt une nouvelle dimension : il ne s'agit plus simplement de nous procurer plus de denrées pour moins cher mais bel et bien de faire preuve d'un certain consumérisme patriotique. Quelques sondages publiés récemment confirment cette tendance : les Québécois seraient prêts à payer plus cher pour des produits d'ici.

Une enseigne de la grande distribution, que nous ne nommerons pas, l'a d'ailleurs très bien compris et articule sa communication autour d'une pseudo politique d'approvisionnement local : produits «

achetés au Québec ». Le message est clair : nos produits sont moins chers et en plus ils font rouler l'économie de la province alors pourquoi se priver? Le message est clair donc, mais il n'en est pas moins très ambigu : *acheté* au Québec n'est en effet pas synonyme de *produit* au Québec. La nuance, aussi subtile soit-elle, est très importante. Ainsi, l'eau en bouteille Évian, dont la source, d'après mes informations, se trouvait encore très récemment dans les Alpes Françaises, peut s'enorgueillir d'être achetée au Québec : la belle affaire! Je ne m'avancerais pas trop en affirmant qu'aucune autre entreprise québécoise que l'importateur et le distributeur ne touchera un sous sur la transaction.

Le climat québécois étant ce qu'il est, il est inutile d'espérer atteindre un jour l'autonomie alimentaire. Tant qu'un scientifique n'aura pas trouvé le moyen de faire pousser des tomates sous trente centimètres de neige, la substitution de la production québécoise par des produits importés sera incontournable. Par ailleurs certains produits de consommation courante comme le café ou la banane ne poussent tout simplement pas encore sous nos latitudes. Je dis bien « pas encore » car le réchauffement climatique pourrait bien changer la donne assez prochainement...En y pensant, je me demande si une bananeraie aux portes de Montréal serait vraiment une bonne nouvelle...ne nous égarons pas, il s'agit d'un autre sujet.

Pourtant, il y a d'autres cas pour lesquels le bien-fondé d'importer demeure encore un mystère...L'eau minérale et/ou en bouteille en est un exemple. Manquons-nous d'eau à ce point au Québec pour en importer de telles quantités? La question mérite d'être posée vu la profusion de marques importées disponibles sur les étagères de nos épiceries alors même que nous possédons 3% des réserves d'eau douce de la planète. Certaines de ces eaux importées ont même l'outrecuidance d'être moins chères que les eaux québécoises. Prenons le cas de l'eau gazeuse, plus particulièrement les eaux Perrier et Saint-Justin. La première parcourt 5500 km en bateau et coûte 1.39 dollars le litre tandis

que la seconde, embouteillée en Mauricie, est vendue 1.49 dollars le litre ... cherchez l'erreur?

La raison de cette différence de prix est sans doute à chercher du côté des volumes : Perrier écoule 750 millions de bouteilles par ans tandis que Saint-Justin ne possède même pas de site internet pour diffuser cette information. Perrier contre Saint-Justin, c'est un peu l'histoire de David contre Goliath, sauf qu'à l'heure actuelle c'est Goliath qui domine toujours. Si les consommateurs d'eau minérale, et d'autres produits puisqu'il ne s'agit finalement que d'un exemple, acceptaient de payer ces dix sous de différence, la situation pourrait peut-être changer. Il n'est pas question ici d'appeler au boycott des produits d'une grande multinationale ultra-dominante sur son secteur, mais bel et bien d'afficher sa préférence pour un produit afin de stimuler l'économie locale. Autrement dit revendiquer

collectivement le statut de producteur et non plus simplement assumer passivement le rôle du consommateur.

L'enjeu est crucial pour plusieurs raisons. Économiquement d'abord, il s'agit de préserver tout un secteur d'activité comme nous l'avons vu précédemment. Stratégiquement ensuite, il s'agit de limiter au maximum la dépendance alimentaire. Culturellement enfin, et peut-être même surtout, il s'agit de protéger toute une communauté qui a façonné et façonne encore l'identité collective du Québec.

¹ Mémoire de Daniel Henri à la commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois. Disponible en ligne : <http://www.caaq.gouv.qc.ca/userfiles/File/Memoire%20Laurentides-Montreal%20special/15-10-L-Henri.Daniel.pdf>

Évènement à venir

Colloque international scientifique et professionnel Agriculture biologique et changement climatique

Contribution de l'agriculture biologique et de nos choix alimentaires à l'effet de serre

17 et 18 avril 2008

Enita Clermont, Lempdes, France

L'Enita de Clermont-Ferrand, le centre de ressources ABioDoc et l'association AsAFI (IFOAM France) organisent, les 17 et 18 avril 2008, un colloque international scientifique et professionnel sur l'agriculture biologique et le changement climatique.

L'agriculture, c'est plus de 20% des émissions de gaz à effet de serre, autant que la totalité des transports. L'ensemble de la filière agroalimentaire, c'est environ 1/3 des émissions de gaz à effet de serre. Réduire fortement cet énorme impact est possible en produisant et en mangeant autrement. Produire autrement, avec des techniques écologiques telles que celles de l'agriculture biologique. Par exemple, le remplacement des engrais azotés chimiques par de l'azote organique et par celui fixé par les légumineuses permettrait à lui seul d'économiser l'équivalent de 30 à 40 millions de tonnes de CO₂, soit 5 à 7% du total de nos émissions. Alimenter les vaches avec de l'herbe plutôt qu'avec des céréales et des tourteaux de soja réduirait fortement la contribution de l'élevage au réchauffement de la planète. Deux pistes parmi d'autres qui seront abordées dans ce colloque.

Ce colloque - auquel participeront de nombreux experts internationaux - est le premier en Europe sur ce sujet. Il permettra de préciser les changements les plus urgents et les plus faciles à mettre en œuvre pour arriver à diviser au moins par deux l'impact du contenu de notre assiette sur le changement climatique.

Contact : Sophie Valleix : Tél : 04 73 98 13 55 E-mail : valleix@enitac.fr

CHAIRE de responsabilité
sociale et de
développement durable
ESG UQÀM

École des sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888
Succursale Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8

Téléphone : 514.987.3000
poste 6972#

Télécopieur : 514.987.3372

Courriel: crsdd@uqam.ca

Visitez notre site Internet

www.crsdd.uqam.ca

Inscrivez-vous à notre liste d'envoi électronique

crsdd@uqam.ca

Bulletin de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

Rédacteur en chef : Julien Boucher

Rédactrice-adjointe et mise en page : Sophie Lévesque

Collaborateurs : Julien Boucher, François Décary-Gilardeau et Jérôme Guy

Pour soumettre un article, prière de consulter le site web www.crsdd.uqam.ca.